

B. TEKST<sup>1)</sup>**Accord entre le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le  
Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie sur  
l'encouragement et la protection réciproques des investissements**

Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie, dénommés ci-après «les Parties Contractantes»,

Considérant l'Accord de collaboration économique, industrielle et technique à long terme entre le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie, conclu le 14 mai 1975, à Bucarest,

Désireux de développer davantage les relations de coopération entre les deux Etats dans l'esprit dudit Accord,

Préoccupés de créer des conditions favorables pour les investissements des investisseurs d'un pays dans l'autre pays,

Reconnaissant que la protection réciproque des investissements, conformément au présent Accord, est de nature à stimuler l'initiative dans ce domaine,

Sont convenus de ce qui suit:

**Article I**

Pour l'application du présent Accord:

(1) Le terme «investissement» désigne l'apport de toute nature à une entreprise ou activité économique, et plus particulièrement, mais non exclusivement:

(a) les actions, parts ou autres formes de participation dans des sociétés;

(b) les bénéfices réinvestis, les droits de créance ou autres droits portant sur des prestations ayant une valeur financière tels que fonds de commerce et goodwill;

(c) les biens meubles et immeubles, ainsi que tous autres droits réels tels que hypothèques, privilèges, cautionnements et tous autres droits analogues, comme définis en conformité de la loi de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle le dit bien est situé;

(d) les droits de propriété industrielle, les procédés techniques, le savoir-faire et les droits d'auteur;

(e) les concessions accordées par la loi ou en vertu d'un contrat, notamment les concessions relatives à la prospection, l'extraction et

<sup>1)</sup> De Roemeense tekst is niet afgedrukt.

l'exploitation de richesses naturelles, y compris dans les zones maritimes relevant de la juridiction de l'une des Parties Contractantes.

(2) Le terme «investisseurs» désigne:

(a) pour la République Socialiste de Roumanie, des unités économiques roumaines ayant la personnalité juridique et qui, conformément à la loi, ont des attributions de commerce extérieur et de coopération économique avec l'étranger;

(b) pour le Royaume des Pays-Bas:

(i) les personnes physiques ayant la nationalité néerlandaise;

(ii) les personnes morales constituées conformément à la législation dans le Royaume et y ayant leur siège statutaire;

(3) Le terme «bénéfices» désigne les montants réalisés d'un investissement à titre de profits, dividendes et autres revenus.

## Article 2

Les Parties Contractantes vont promouvoir, dans le cadre de leur législation respective, la coopération économique entre leurs Pays, par la protection des investissements faits par les investisseurs d'une Partie Contractante sur le territoire de l'autre Partie Contractante et dans les zones maritimes relevant de la juridiction de celle-ci.

## Article 3

(1) Chaque Partie Contractante accordera, sur son territoire et dans les zones maritimes relevant de sa juridiction aux investissements et aux investisseurs de l'autre Partie Contractante, pour ce qui concerne les investissements faits par eux, un traitement non moins favorable que celui accordé aux investissements et aux investisseurs de tout Etat tiers. Dans ce cadre, chaque Partie Contractante assurera un traitement juste et équitable aux dits investissements et n'entravera pas, par des mesures restrictives injustifiées, leur fonctionnement et utilisation ou leur liquidation.

(2) Chaque Partie Contractante accordera à ces investissements le même régime de protection qu'elle accorde à ceux des investisseurs d'Etats tiers.

(3) Si de la législation de l'une des Parties Contractantes ou des obligations internationales existantes ou qui seraient assumées à l'avenir par les Parties Contractantes outre le présent Accord, résulte une réglementation accordant aux investissements et aux investisseurs de l'autre Partie Contractante, pour ce qui concerne les investissements

faits par eux, un traitement plus favorable que celui prévu dans le présent Accord, cette réglementation sera appliquée.

(4) Les dispositions du présent Accord, portant sur le traitement de la nation la plus favorisée, ne seront pas appliquées en ce qui concerne les avantages que chacune des Parties Contractantes accorde aux investisseurs de tout Etat tiers, sur la base de sa participation à une union économique et douanière, une zone de libre échange, une organisation économique régionale, ainsi qu'en vertu d'un accord international tendant à éviter la double imposition ou sur la base de réciprocité.

#### Article 4

Les investissements effectués par des investisseurs d'une Partie Contractante sur le territoire ou dans les zones maritimes relevant de la juridiction de l'autre Partie Contractante ne pourront pas être expropriés ou soumis à d'autres mesures ayant un effet similaire, que si les conditions suivantes sont remplies:

(a) les mesures ne sont pas discriminatoires ou contraires aux engagements assumés par cette autre Partie Contractante;

(b) les mesures sont adoptées dans l'intérêt public et par une procédure légale;

(c) une procédure adéquate est prévue pour déterminer le montant et le paiement d'une juste indemnité.

Cette indemnité devra correspondre à la valeur réelle de l'investissement à la date de l'expropriation et devra être effectivement réalisable, rendue librement transférable et versée intégralement sans retard et dans une monnaie convertible vers le pays dont les ayants droit sont des ressortissants.

A la demande de la partie intéressée, le montant de l'indemnité pourra être réévalué par le juge ou le tribunal ou tout autre organe compétent du pays où l'investissement aura été réalisé.

#### Article 5

(1) Si un différend entre un investisseur et la Partie Contractante sur le territoire de laquelle l'investissement a été réalisé, au sujet du montant de l'indemnité, continue à exister après la décision finale du juge ou du tribunal ou de tout autre organe compétent national, selon l'Article 4, chacun d'eux a le droit de soumettre le différend, dans un délai de deux mois à partir de l'épuisement des recours légaux internes, au Centre institué en vertu de la Convention de Washington du 18 mars 1965 pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et

ressortissants d'autres Etats, pour conciliation ou arbitrage, conformément à la procédure prévue par la dite Convention.

A cet effet, chaque Partie Contractante donne son consentement par le présent Accord.

(2) Toutefois, la condition visant à épuiser les voies internes de recours prévues par la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle l'investissement a été réalisé ne pourra plus être opposée par cette Partie Contractante à l'expiration d'un délai de deux années à compter de la date du premier acte de procédure contentieuse engagée aux fins du règlement du litige respectif par les tribunaux.

#### Article 6

(1) En respectant le principe de la liberté du transfert chaque Partie Contractante autorisera, conformément à ses règles les plus favorables existant en la matière, le transfert sans restriction ni délai injustifié, vers le pays indiqué par les investisseurs de l'autre Partie Contractante et dans une monnaie convertible, des paiements résultant des activités d'investissement et en particulier:

- (a) des profits nets, dividendes et autres revenus courants;
- (b) des montants nécessaires:
  - (i) pour l'acquisition de matières premières ou matériaux auxiliaires et de produits semifinis ou finis;
  - (ii) pour remplacer des biens d'équipement, afin d'assurer la continuité d'un investissement;
- (c) des revenus des activités professionnelles des citoyens autorisés à travailler dans le cadre d'un investissement ainsi que des frais relatifs au management;
- (d) du capital investi ou du produit de la liquidation ou de l'aliénation totale ou partielle de l'investissement;
- (e) des fonds pour le remboursement d'emprunts destinés aux investissements et des intérêts afférents;
- (f) des redevances et des droits d'auteur.

(2) Chaque Partie Contractante accordera, après l'accomplissement des obligations légales qui incombent aux investisseurs, les autorisations nécessaires pour assurer sans retard l'exécution des transferts visés au paragraphe 1 du présent Article.

#### Article 7

(1) Les transferts de devises conformément aux Articles 4 et 6 seront effectués sans retard, dans la devise convertible dans laquelle

l'investissement a été effectué ou dans toute autre devise librement convertible, s'il en est ainsi convenu.

(2) Le change des devises sera effectué conformément aux réglementations du Fonds Monétaire International, au taux du jour en vigueur à la date du paiement. Si un pareil taux de change n'existe pas, le taux sera établi sur la base des taux de change qui seraient appliqués par le Fonds Monétaire International pour le change des devises respectives en Droits Spéciaux de Tirage.

#### Article 8

Les investissements que les investisseurs de l'une des Parties Contractantes ont effectués sur le territoire de l'autre Partie Contractante, avant l'entrée en vigueur du présent Accord, sont également soumis aux dispositions du présent Accord.

#### Article 9

Sur des questions concernant l'application du présent Accord ainsi que sur celles ayant trait à des investissements faits dans le cadre du présent Accord, les Parties Contractantes pourront procéder à des consultations. Celles-ci pourront être effectuées aussi dans le cadre de la Commission Mixte gouvernementale, instituée conformément à l'Accord de collaboration économique, industrielle et technique à long terme conclu à Bucarest, le 14 mai 1975 entre les deux Pays.

#### Article 10

(1) Les différends entre les Parties Contractantes, relatifs à l'interprétation et à l'application du présent Accord sont réglés, autant que possible, par des négociations entre les deux Parties. Si un tel différend ne peut pas être réglé dans un délai de six mois après le commencement des négociations, alors, à la demande de l'une des Parties Contractantes, il sera soumis à un tribunal arbitral.

(2) Le tribunal arbitral est ainsi constitué: chaque Partie Contractante désigne un arbitre; les deux arbitres proposent d'un commun accord, aux Parties Contractantes, un président qui doit être citoyen d'un Etat tiers, désigné par les Parties Contractantes. Les arbitres sont nommés dans un délai de trois mois et le président dans un délai de cinq mois, après que l'une des Parties Contractantes ait notifié à l'autre qu'elle veut soumettre le différend à un tribunal arbitral. Si les arbitres ne sont pas nommés dans le délai convenu, la Partie Contractante qui n'a pas nommé son arbitre est d'accord que celui-ci soit nommé par le Président de la

Cour Internationale de Justice. Si les Parties Contractantes ne peuvent pas se mettre d'accord sur la nomination du président, elles sont également d'accord que celui-ci soit nommé par le Président de la Cour Internationale de Justice.

(3) Le tribunal arbitral adopte ses décisions sur la base des dispositions du présent Accord et des autres accords similaires conclus par les Parties Contractantes, ainsi que selon les principes et règles générales du droit international. Le tribunal arbitral prend ses décisions à la majorité des voix et sa décision est définitive et obligatoire. Seules les Parties Contractantes peuvent soumettre des actions au tribunal arbitral et participer aux débats.

(4) Chaque Partie Contractante supporte les frais de l'arbitre qu'elle a désigné et ceux effectués par ses représentants aux débats du tribunal. Les frais concernant le président et les autres frais seront supportés à parts égales par les Parties Contractantes.

(5) Le tribunal arbitral fixe lui-même sa procédure.

#### Article 11

(1) En ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas, le présent Accord s'appliquera au Royaume en Europe et aux Antilles néerlandaises.

(2) En tenant compte du délai de dénonciation mentionné dans le paragraphe (1) de l'Article 12, le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas aura le droit de dénoncer le présent Accord séparément pour les Antilles néerlandaises.

#### Article 12

(1) Le présent Accord entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date où les Parties Contractantes se seront notifiées mutuellement par écrit que les formalités constitutionnellement requises dans leur pays respectifs ont été accomplies.

L'Accord restera en vigueur pour une période de dix ans. Sauf dénonciation par l'une des Parties Contractantes faite six mois au moins avant l'expiration du présent Accord, cet Accord sera chaque fois tacitement prorogé pour une nouvelle période de dix ans, les Parties Contractantes se réservant chaque fois le droit de dénoncer l'Accord

par notification faite au moins six mois avant l'expiration de la période de validité en cours.

(2) En ce qui concerne les investissements faits avant la date de l'expiration du présent Accord, les Articles précédents demeureront en vigueur pour une période de 15 ans à partir de la date d'expiration.

EN FOI DE QUOI les représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord.

FAIT à La Haye le 27-10-1983 en deux exemplaires originaux, en langue néerlandaise, roumaine et française, tous les textes faisant également foi. En cas de divergence d'interprétation entre les textes néerlandais et roumain, le texte français sera considéré comme texte de référence.

*Pour le Gouvernement  
du Royaume des Pays-Bas,*

*Pour le Gouvernement de  
la République Socialiste  
de Roumanie,*

(s.) H. VAN DEN BROEK

(s.) CONSTANTIN OANCEA

---

Nr. I

DVE/VV-279919

La Haye, le 27 octobre 1983

Monsieur le Vice-Ministre,

A l'occasion de la signature aujourd'hui de l'Accord entre le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance ce qui suit:

1. En cas de différends relatifs aux investissements autres que ceux prévus dans l'article 5 paragraphe (1) de l'Accord, le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas propose que les Parties Contractantes examinent avec bienveillance les demandes des investisseurs en vue de soumettre ces différends, pour conciliation ou arbitrage, au Centre International pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements, conformément à la procédure prévue dans la Convention de Washington du 18 mars 1965, à condition que les recours légaux internes aient été épuisés. Sera également applicable mutatis mutandis la disposition de l'article 5 paragraphe (2) de l'Accord.

Les différends mentionnés sous point 1 peuvent se référer à la question de savoir si les dispositions de l'acte d'expropriation ont été correctement appliquées, la légalité de l'acte d'expropriation restant indiscutable.

2. En relation avec les dispositions de l'article 5, paragraphe (2) de l'Accord, les deux Gouvernements entendent que sera considéré comme premier acte de procédure contentieuse l'acte par lequel l'investisseur aura engagé une procédure contradictoire sur le montant de l'indemnité en cas d'expropriation devant toute instance compétente, soit le juge, soit le tribunal, soit tout autre organe compétent national.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir confirmer que votre Gouvernement est d'accord avec ce qui a été mentionné ci-dessus.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Vice-Ministre, l'expression de ma très haute considération.

(s.) H. VAN DEN BROEK  
(H. van den Broek)  
Ministre des Affaires Etrangères  
du Royaume des Pays-Bas

*Son Excellence*  
*C. Oancea*  
*Vice-Ministre des Affaires Etrangères*  
*de la République Socialiste de Roumanie*

---



Nr. II

La Haye, le 27 octobre 1983

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre, no. DVE/VV-279919, en date de ce jour libellée comme suit:

(Zoals in Nr. I)

J'ai l'honneur de vous confirmer que mon Gouvernement est d'accord avec le contenu de votre lettre.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(s.) CONSTANTIN OANCEA  
(C. Oancea)  
Vice-Ministre des Affaires Etrangères  
de la République Socialiste de Roumanie

*Son Excellence*  
*H. van den Broek*  
*Ministre des Affaires Etrangères*  
*du Royaume des Pays-Bas*

---

C. VERTALING

De vertaling van de ten tijde van de ondertekening van de onderhavige Overeenkomst gewisselde brieven luidt als volgt:

38 (1983) Nr. 1

# TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

---

---

JAARGANG 1983 Nr. 177

---

---

A. TITEL

*Overeenkomst tussen het Koninkrijk der Nederlanden en de  
Socialistische Republiek Roemenië inzake de wederzijdse bevordering  
en bescherming van investeringen, met brieven;  
's-Gravenhage, 27 oktober 1983*

**Overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden en de Regering van de Socialistische Republiek Roemenië inzake de wederzijdse bevordering en bescherming van investeringen**

De Regering van het Koninkrijk der Nederlanden en de Regering van de Socialistische Republiek Roemenië, hierna te noemen „de Overeenkomstsluitende Partijen”,

Gelet op de Langlopende Overeenkomst inzake economische, industriële en technische samenwerking tussen de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden en de Regering van de Socialistische Republiek Roemenië, op 14 mei 1975 te Boekarest gesloten,

Geleid door de wens de samenwerking tussen de beide Staten in de geest van genoemde Overeenkomst verder te ontwikkelen,

Strevend naar het scheppen van gunstige voorwaarden voor investeringen door investeerders van het ene land in het andere,

Erkendend dat de wederzijdse bescherming van investeringen overeenkomstig deze Overeenkomst het initiatief op dit gebied zal kunnen stimuleren,

Zijn overeengekomen als volgt:

**Artikel I**

Voor de toepassing van deze Overeenkomst:

(1) betekent de term „investering” de inbreng van welke aard ook in een onderneming of een economische activiteit, en meer in het bijzonder, doch niet uitsluitend:

(a) aandelen, of andere vormen van deelneming in vennootschappen;

(b) opnieuw geïnvesteerde winsten, vorderingsrechten of andere rechten betreffende prestaties die een financiële waarde hebben, zoals handelszaken en goodwill;

(c) roerende en onroerende goederen en zaken, alsmede alle andere zakelijke rechten zoals hypotheken, voorrechten, borgstellingen en alle andere soortgelijke rechten, zoals omschreven overeenkomstig de wet van de Overeenkomstsluitende Partij op wier grondgebied het goed is gelegen;

(d) industriële-eigendomsrechten, technische werkwijzen, know-how en auteursrechten;

(e) bij de wet of uit hoofde van een contract verleende concessies, inzonderheid concessies betreffende de opsporing, winning en exploi-

tatie van natuurlijke rijkdommen, ook in de onder de rechtsmacht van een der Overeenkomstsluitende Partijen vallende maritieme gebieden.

2) betekent de term „investeerders“:

(a) wat de Socialistische Republiek Roemenië betreft, de Roemeense economische eenheden die rechtspersoonlijkheid bezitten en die, overeenkomstig de wet, bevoegd zijn tot drijven van handel met het buitenland en tot economische samenwerking met het buitenland;

(b) wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft:

(i) natuurlijke personen die de Nederlandse nationaliteit bezitten;

(ii) rechtspersonen die zijn opgericht overeenkomstig de wetgeving in het Koninkrijk en die daar hun statutaire zetel hebben;

3) betekent de term „winsten“ de bedragen die als winsten, dividenden en andere inkomsten uit een investering zijn voortgevloeid.

## Artikel 2

De Overeenkomstsluitende Partijen zullen, in het kader van hun onderscheiden wetgeving, de economische samenwerking tussen hun landen bevorderen door de bescherming van de door de investeerders van de ene Overeenkomstsluitende Partij op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij en in de onder haar rechtsmacht vallende maritieme gebieden gedane investeringen.

## Artikel 3

(1) Elke Overeenkomstsluitende Partij kent, op haar grondgebied en in de onder haar rechtsmacht vallende maritieme gebieden, aan de investeringen en investeerders van de andere Overeenkomstsluitende Partij, wat de door dezen gedane investeringen betreft, een behandeling toe die niet minder gunstig is dan die welke wordt toegekend aan de investeringen en investeerders van derde Staten. In dit kader waarborgt elke Overeenkomstsluitende Partij een rechtvaardige en billijke behandeling aan genoemde investeringen en belemmert niet, door ongerechtvaardigde beperkende maatregelen de werking en aanwending of de liquidatie ervan.

(2) Elke Overeenkomstsluitende Partij past op deze investeringen dezelfde beschermingsregeling toe die zij toepast op die van investeerders van derde Staten.

(3) Indien de wetgeving van een der Overeenkomstsluitende Partijen of internationale verplichtingen die thans bestaan of in de toekomst door de Overeenkomstsluitende Partijen naast deze Overeenkomst op zich zouden worden genomen, leiden tot een regeling waarbij aan de investeringen en investeerders van de andere Overeenkomstsluitende Partij,

wat de door dezen gedane investeringen betreft, een gunstiger behandeling wordt toegekend dan voorzien in deze Overeenkomst, dan wordt die regeling toegepast.

(4) De bepalingen van deze Overeenkomst betreffende de behandeling als meest-begunstigde natie worden niet toegepast ten aanzien van de voordelen die elk der Overeenkomstsluitende Partijen toekent aan investeerders van derde Staten hetzij op basis van haar deelneming aan een unie op economisch gebied en douanegebied, een vrijhandelszone, een regionale economische organisatie, of uit hoofde van een internationale overeenkomst ter vermindering van dubbele belasting, hetzij op basis van wederkerigheid.

#### Artikel 4

De door de investeerders van een Overeenkomstsluitende Partij gedane investeringen op het grondgebied of in de maritieme gebieden onder de rechtsmacht van de andere Overeenkomstsluitende Partij, kunnen slechts worden onteigend of onderworpen aan andere maatregelen met een soortgelijke werking, indien aan de onderstaande voorwaarden is voldaan:

(a) de maatregelen zijn niet discriminerend of strijdig met door deze andere Overeenkomstsluitende Partij aangegane verbintenissen;

(b) de maatregelen worden genomen in het openbaar belang en door middel van een wettelijke procedure;

(c) er wordt voorzien in een behoorlijke procedure ter bepaling van het bedrag en de betaling van een rechtvaardige schadeloosstelling.

Deze schadeloosstelling dient overeen te komen met de reële waarde van de investering op de datum van onteigening en dient werkelijk beschikbaar te zijn, vrij te kunnen worden overgemaakt en zonder vertraging in haar geheel en in een inwisselbare valuta te worden overgemaakt naar het land waarvan de rechthebbenden onderdaan zijn.

Op verzoek van de belanghebbende partij kan het bedrag van de schadeloosstelling opnieuw worden vastgesteld door de rechter of de rechterlijke instantie of ieder ander bevoegd orgaan van het land waar de investering is gedaan.

#### Artikel 5

(1) Indien tussen een investeerder en de Overeenkomstsluitende Partij op wier grondgebied de investering is gedaan, na de definitieve uitspraak van de rechter, de rechterlijke instantie of een ander bevoegd nationaal orgaan, volgens artikel 4, een geschil blijft bestaan over het bedrag van de schadeloosstelling, heeft elk van beide het recht binnen een termijn van twee maanden na uitputting van de binnenlandse rechtsmiddelen, het geschil voor te leggen aan het Centrum opgericht krachtens van Verdrag van Washington van 18 maart 1965 inzake de beslech-

ting van geschillen met betrekking tot investeringen tussen Staten en onderdanen van andere Staten voor bemiddeling of arbitrage overeenkomstig de door genoemd Verdrag bepaalde procedure.

Hiertoe stemt elke Overeenkomstsluitende Partij daarmee in bij deze Overeenkomst.

(2) De voorwaarde dat de bij de wetgeving van de Overeenkomstsluitende Partij op wier grondgebied de investering werd gedaan bepaalde binnenlandse middelen van beroep moeten zijn uitgeput, kan door deze Overeenkomstsluitende Partij evenwel niet meer als verweer worden gebruikt na het verstrijken van een termijn van twee jaar te rekenen van de datum van de eerste handeling in de geschilprocedure aangespannen ter regeling van het desbetreffende geschil door de rechtsprekende instanties.

### Artikel 6

(1) Met eerbiediging van het beginsel van vrijheid van overmaking machtigt elke Overeenkomstsluitende Partij, overeenkomstig haar ter zake bestaande gunstigste regels, tot overmaking, zonder beperking of ongerechtvaardigde vertraging, naar het door de investeerders van de andere Overeenkomstsluitende Partij aangewezen land en in een inwisselbare valuta, van de betalingen voortvloeiend uit de investeringsactiviteiten en inzonderheid van:

- (a) de netto winsten, dividenden en andere lopende inkomsten;
- (b) de vereiste bedragen:
  - (i) voor de aankoop van grondstoffen of hulpstoffen en van halffabrikaten of eindprodukten;
  - (ii) ter vervanging van installaties, ten einde de continuïteit van een investering te waarborgen;
- (c) de inkomsten uit beroepswerkzaamheden van onderdanen die het recht hebben te werken in het kader van een investering, alsmede de kosten van bestuur;
- (d) het geïnvesteerde kapitaal of de opbrengst van de liquidatie of de gehele of gedeeltelijke vervreemding van de investering;
- (e) de gelden voor terugbetaling van voor de investeringen bestemde leningen en de daarop betrekking hebbende rente;
- (f) cijzen en auteursrechten.

(2) Elke Overeenkomstsluitende Partij verleent, nadat is voldaan aan de aan investeerders opgelegde wettelijke verplichtingen, de vereiste vergunningen om te verzekeren dat de in het eerste lid van dit artikel bedoelde overmakingen onverwijld geschieden.

### Artikel 7

(1) De overmakingen van deviezen overeenkomstig de artikelen 4 en 6 geschieden onverwijld in de inwisselbare valuta waarin de investering

is gedaan of in elke andere vrij inwisselbare valuta, indien zulks is overeengekomen.

(2) De inwisseling in buitenlandse valuta geschiedt overeenkomstig de voorschriften van het Internationale Monetaire Fonds tegen de op de datum van betaling geldende dagkoers. Indien zulk een wisselkoers niet bestaat, wordt de koers vastgesteld op basis van de wisselkoersen die door het Internationale Monetaire Fonds worden gehanteerd voor de inwisseling van de onderscheiden valuta's in Bijzondere Trekkingsrechten.

#### Artikel 8

De investeringen die de investeerders van de ene Overeenkomstsluitende Partij op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij hebben gedaan vóór de inwerkingtreding van deze Overeenkomst, zijn eveneens onderworpen aan de bepalingen van deze Overeenkomst.

#### Artikel 9

De Overeenkomstsluitende Partijen kunnen overgaan tot overleg omtrent kwesties betreffende de toepassing van deze Overeenkomst alsmede omtrent die welke betrekking hebben op in het kader van deze Overeenkomst gedane investeringen. Dit overleg kan ook plaatsvinden in het kader van de Gemengde Regeringscommissie ingesteld overeenkomstig de Langlopende Overeenkomst inzake economische, industriële en technische samenwerking die op 14 mei 1975 te Boekarest tussen de beide landen werd gesloten.

#### Artikel 10

(1) Geschillen tussen de Overeenkomstsluitende Partijen betreffende de uitlegging en de toepassing van deze Overeenkomst worden zo veel mogelijk door onderhandelingen tussen de beide Partijen geregeld. Indien zulk een geschil niet kan worden geregeld binnen een termijn van zes maanden na de aanvang van de onderhandelingen, wordt het op verzoek van een der Overeenkomstsluitende Partijen voorgelegd aan een scheidsgerecht.

(2) Het scheidsgerecht wordt als volgt samengesteld: elke Overeenkomstsluitende Partij wijst een scheidsman aan; de twee scheidsmannen stellen in gemeen overleg aan de Overeenkomstsluitende Partijen een voorzitter voor, die onderdaan moet zijn van een derde Staat, aangewezen door de Overeenkomstsluitende Partijen. De scheidsmannen worden benoemd binnen een termijn van drie maanden en de voorzitter binnen een termijn van vijf maanden nadat de ene Overeenkomstsluitende Partij de andere ervan in kennis heeft gesteld, dat zij het geschil aan een scheidsgerecht wenst voor te leggen. Indien de scheidsmannen

niet binnen de overeengekomen termijn zijn benoemd, stemt de Overeenkomstsluitende Partij die haar scheidsman niet heeft benoemd, ermede in dat deze wordt benoemd door de President van het Internationale Gerechtshof. Indien de Overeenkomstsluitende Partijen geen overeenstemming kunnen bereiken omtrent de benoeming van de voorzitter, stemmen zij er eveneens mee in, dat deze wordt benoemd door de President van het Internationale Gerechtshof.

(3) Het scheidsgerecht neemt zijn beslissingen op basis van de bepalingen van deze Overeenkomst en van andere door de Overeenkomstsluitende Partijen gesloten soortgelijke overeenkomsten, alsmede volgens de beginselen en algemene regels van het internationale recht. Het scheidsgerecht neemt zijn beslissingen met meerderheid van stemmen en zijn beslissing is definitief en bindend. Alleen de Overeenkomstsluitende Partijen kunnen gedingen bij het scheidsgerecht aanhangig maken en deelnemen aan de mondelinge procedure.

(4) Elke Overeenkomstsluitende Partij draagt de kosten van de door haar aangewezen scheidsman en de kosten gemaakt door haar vertegenwoordigers tijdens de mondelinge procedure voor het scheidsgerecht. De kosten van de voorzitter en de andere kosten worden gelijkelijk gedragen door de Overeenkomstsluitende Partijen.

(5) Het scheidsgerecht stelt zijn eigen procedureregeling op.

#### Artikel 11

(1) Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, is deze Overeenkomst van toepassing op het Koninkrijk in Europa en op de Nederlandse Antillen.

(2) De Regering van het Koninkrijk der Nederlanden heeft het recht, met inachtneming van de opzegtermijn vermeld in artikel 12, eerste lid, deze Overeenkomst afzonderlijk op te zeggen voor de Nederlandse Antillen.

#### Artikel 12

(1) Deze Overeenkomst treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand volgend op de datum waarop de Overeenkomstsluitende Partijen elkander schriftelijk ervan kennis hebben gegeven, dat de in hun onderscheiden landen constitutioneel vereiste formaliteiten zijn vervuld. De Overeenkomst blijft van kracht voor een tijdvak van tien jaar. Behoudens opzegging door een der Overeenkomstsluitende Partijen, gedaan ten minste zes maanden voor het verstrijken van deze Overeenkomst, wordt deze Overeenkomst telkens stilzwijgend verlengd voor een nieuw tijdvak van tien jaar, waarbij de Overeenkomstsluitende



Partijen zich telkens het recht voorbehouden, de Overeenkomst op te zeggen door een kennisgeving gedaan ten minste zes maanden voor het verstrijken van de dan lopende geldigheidsduur.

(2) Wat de vóór de datum van beëindiging van deze Overeenkomst gedane investeringen betreft, blijven de voorgaande artikelen van kracht voor een tijdvak van 15 jaar na de datum van beëindiging.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekende vertegenwoordigers, hiertoe naar behoren gemachtigd, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

GEDAAN te 's-Gravenhage, op 27-10-1983 in twee originele exemplaren in de Nederlandse, de Roemeense en de Franse taal, zijnde alle teksten gelijkelijk gezaghebbend. In geval van verschil van uitlegging tussen de Nederlandse en de Roemeense tekst wordt de Franse tekst gebruikt ter bepaling van de juiste uitlegging.

*Voor de Regering van het  
Koninkrijk der Nederlanden.*

*Voor de Regering van de  
Socialistische Republiek  
Roemenië.*

(w.g.) H. VAN DEN BROEK

(w.g.) CONSTANTIN OANCEA

---

DVE/VV-279919

's-Gravenhage, 27 oktober 1983

Meneer de Vice-Minister,

Naar aanleiding van de ondertekening heden van de Overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden en de Regering van de Socialistische Republiek Roemenië inzake de wederzijdse bevordering en bescherming van investeringen, heb ik de eer het volgende te Uwer kennis te brengen:

1. In geval van geschillen met betrekking tot investeringen, andere dan die bedoeld in artikel 5, eerste lid, van de Overeenkomst, stelt de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden voor dat de Overeenkomstsluitende Partijen verzoeken van investeerders om deze geschillen voor te leggen aan het Internationale Centrum voor de beslechting van geschillen met betrekking tot investeringen, voor bemiddeling of arbitrage overeenkomstig de in het Verdrag van Washington van 18 maart 1965 bepaalde procedure, welwillend zullen bezien, mits de binnenlandse rechtsmiddelen zijn uitgeput. Het bepaalde in artikel 5, tweede lid, van de Overeenkomst is mutatis mutandis eveneens van toepassing.

De in punt 1 genoemde geschillen kunnen betrekking hebben op de vraag of de bepalingen van de onteigeningsakte op de juiste wijze zijn toegepast, waarbij de rechtskracht van de onteigeningsakte onaangetast blijft.

2. Met betrekking tot het bepaalde in artikel 5, tweede lid, van de Overeenkomst komen de beide Regeringen overeen, dat als eerste processtuk in de gerechtelijke procedure wordt beschouwd het stuk waarmee de investeerder in geval van onteigening voor een bevoegde instantie – rechter, rechterlijk college – dan wel ieder ander bevoegd nationaal orgaan, een procedure op tegenspraak heeft aangespannen betreffende het bedrag van de schadeloosstelling.

Ik zou het op prijs stellen indien U zou willen bevestigen dat Uw Regering met het bovenstaande instemt.

Gelieve, Meneer de Vice-Minister, de uitdrukking van mijn zeer bijzondere hoogachting te aanvaarden.

(w.g.) H. VAN DEN BROEK  
(H. van den Broek)  
Minister van Buitenlandse Zaken  
van het Koninkrijk der Nederlanden

*Zijner Excellentie*

*C. Oancea*

*Vice-Minister van Buitenlandse Zaken*

*van de Socialistische Republiek Roemenië*

## Nr. II

's-Gravenhage, 27 oktober 1983

Meneer de Minister,

Ik heb de eer de ontvangst te bevestigen van Uw schrijven, DVE/VV-279919, van heden, waarvan de inhoud als volgt luidt:

(Zoals in Nr. I)

Ik heb de eer U te bevestigen dat mijn Regering instemt met de inhoud van Uw brief.

Gelieve, Meneer de Minister, de verzekering mijner zeer bijzondere hoogachting wel te willen aanvaarden.

(w.g.) CONSTANTIN OANCEA  
(C. Oancea)  
Vice-Minister van Buitenlandse Zaken  
van de Socialistische Republiek Roemenië

*Zijner Excellentie  
H. van den Broek  
Minister van Buitenlandse Zaken  
van het Koninkrijk der Nederlanden*

---

D. PARLEMENT

De Overeenkomst, met brieven, behoeft ingevolge artikel 91, eerste lid, van de Grondwet, de goedkeuring van de Staten-Generaal, alvorens het Koninkrijk aan de Overeenkomst, met brieven, kan worden gebonden.

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van de Overeenkomst zullen ingevolge artikel 12, eerste lid, in werking treden op de eerste dag van de tweede maand volgend op de datum waarop de Overeenkomstsluitende Partijen elkander schriftelijk ervan kennis hebben gegeven, dat de in hun onderscheiden landen constitutioneel vereiste formaliteiten zijn vervuld.

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, zal de Overeenkomst ingevolge artikel 11, eerste lid, voor het gehele Koninkrijk gelden.

J. GEGEVENS

Van de op 14 mei 1975 te Boekarest tot stand gekomen langlopende Overeenkomst inzake economische, industriële en technische samenwerking tussen het Koninkrijk der Nederlanden en de Socialistische Republiek Roemenië, naar welke Overeenkomst onder meer wordt verwezen in de preambule tot de onderhavige Overeenkomst, zijn de Nederlandse en de Franse tekst geplaatst in *Trb.* 1975, 59; zie ook *Trb.* 1976, 50.

Van het op 18 maart 1965 te Washington tot stand gekomen Verdrag inzake de beslechting van geschillen met betrekking tot investeringen tussen Staten en onderdanen van andere Staten, naar welk Verdrag onder meer wordt verwezen in artikel 5, eerste lid, van de onderhavige Overeenkomst, zijn de Engelse en de Franse tekst, alsmede de vertaling in het Nederlands, geplaatst in *Trb.* 1966, 152; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1981, 191.

Van de op 27 december 1945 te Washington tot stand gekomen Overeenkomst betreffende het Internationale Monetaire Fonds, naar welk Fonds wordt verwezen in artikel 7, tweede lid van de onderhavige Overeenkomst, zijn tekst en vertaling, zoals laatstelijk gewijzigd, geplaatst in *Trb.* 1977, 40; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1983, 114.

Van het op 26 juni 1945 te San Francisco tot stand gekomen Statuut van het Internationale Gerechtshof, naar welk Hof in artikel 10, tweede lid, van de onderhavige Overeenkomst wordt verwezen, zijn de Engelse en de Franse tekst en de vertaling in het Nederlands geplaatst in *Trb.* 1971, 55; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1979, 36.

Uitgegeven de veertiende december 1983.

*De Minister van Buitenlandse Zaken,*  
H. VAN DEN BROEK